NOMINATION DU CAC – DESIGNATION JUDICIAIRE

Possibilité pour le commissaire aux comptes de refuser le mandat ? (oui)

Le commissaire aux comptes nommé par une cour d'appel a la possibilité de refuser cette mission. En effet, la possibilité de refuser une nomination comme commissaire aux comptes, qu'elle émane d'une désignation par l'entité ou d'une décision judiciaire, tient au caractère libéral de la profession.

(EJ 2019-83)

Une cour d'appel a nommé, à la demande d'associés minoritaires, en nom personnel M. X. en qualité de commissaire aux comptes d'une SARL, non soumise à l'obligation de nommer un commissaire aux comptes en raison du dépassement des seuils, pour certifier les comptes annuels de l'exercice en cours au prononcé de sa décision.

M. X. a vainement effectué une démarche auprès de la présidente de la cour d'appel afin de voir nommer la société dont il est associé, à sa place, car il allait cesser son activité professionnelle à la fin de l'année.

Question :

Le commissaire aux comptes nommé par décision judiciaire peut-il refuser la mission ?

*

Au cas d'espèce, les dispositions applicables sont celles de l'article L. 223-235 du code de commerce, et étaient ainsi rédigées à la date de l'arrêt :

« Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions prévues à l'article L. 223-29.

Sont tenues de désigner un commissaire aux comptes au moins les sociétés à responsabilité limitée qui dépassent à la clôture d'un exercice social des chiffres fixés par décret en Conseil d'Etat pour deux des critères suivants : le total de leur bilan, le montant hors taxes de leur chiffre d'affaires ou le nombre moyen de leurs salariés au cours d'un exercice.

Même si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital ».

La Commission estime donc que la désignation judiciaire du commissaire aux comptes personne physique est valable.

Toutefois, la Commission rappelle que le commissaire aux comptes peut toujours refuser une mission et donc il peut également refuser une nomination judiciaire. Dans ce sens l'étude juridique de la CNCC « *La nomination et la cessation des fonctions du CAC* » (octobre 2008) précise :

« Le commissaire aux comptes, titulaire ou suppléant, peut accepter ou refuser la mission qui lui est proposée, y compris en cas de désignation judiciaire. Par conséquent sa nomination par la personne morale ou l'entité, ou encore la réalisation, par ces structures, des publicités légales, ne fait pas entrer en fonctions le commissaire aux comptes... Celle-ci dépend de son acceptation qui peut être tacite ou expresse... En d'autres termes, le caractère effectif de la nomination d'un commissaire aux comptes nécessite l'acceptation de ce dernier... Elle peut notamment résulter de la signature du procès-verbal de l'assemblée générale ayant procédé à sa nomination, de la signature des statuts lors de la constitution de la société... d'une lettre séparée... ou même d'un courriel adressé à la personne morale ou à l'entité attestant de l'acceptation par le commissaire aux comptes de sa mission ... Cette acceptation peut encore résulter de l'accomplissement de la formalité d'information de la compagnie régionale. Son acceptation tacite résulte de la réalisation de la mission pour laquelle il a été nommé ».

La possibilité de refuser une nomination comme commissaire aux comptes, qu'elle émane d'une désignation par l'entité ou d'une décision judiciaire, tient au caractère libéral de la profession.